# TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE DGCT 2021

Le GRALE. Un partenariat au service de la recherche
Centres de recherche et institutions scientifiques participant au réseau GRALE
Publications récentes du GRALE
Liste des auteur(e)s
PREMIÈRE PARTIE : ÉTUDES
INTRODUCTION
I. LE LOCAL EST-IL TRANSFORMÉ PAR LA CRISE SANITAIRE ?
I. Un effet de revalorisation du local
A. Une perception du local renouvelée
1. La conception traditionnelle du local en France
Les nouvelles expressions du local  B. Des réalités locales réhabilitées
1. Une intercommunalité peu sollicitée durant la crise
2. L'attractivité de la commune
II. La crise, source d'interrogations
A. Les interrogations sur les relations entre l'État et les collectivités territoriales
1. Une collaboration nouvelle entre l'État et les collectivités territoriales
2. Les interrogations sur la réalité de la coopération
B. La territorialisation et le local
1. L'altération du local des collectivités locales
2. Le risque de dissolution du local
1 <sup>re</sup> partie. Les acteurs
II. LE MAIRE FACE À LA CRISE SANITAIRE
Nathalie Devèze et François Rangeon
I. Le maire, acteur local majeur face à la crise sanitaire
A. Les pouvoirs du maire en période d'urgence sanitaire
B. Le maire, acteur de proximité et garant du « <i>care</i> »
A. Le maire, relais des politiques gouvernementales
B. Le maire, partenaire du préfet
III. Les critiques des maires à l'égard de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire
A. Les maires dénoncent les carences de l'État
B. Les maires tentent de pallier les carences de l'État
III. LES MÉTROPOLES FACE À LA CRISE SANITAIRE
Émilie Marcovici
I. Des métropoles au cœur de la crise du Covid-19 mobilisées pour répondre à l'urgence
A. L'exercice des compétences métropolitaines pendant la crise sanitaire
1. L'adaptation des compétences aux impératifs de la crise sanitaire
2. L'engagement d'importants moyens pour réguler les effets de la crise

B. Les métropoles, acteurs de la coordination des territoires et relais de l'État en période de crise sanitaire
1. Les métropoles, pôles de cohérence de l'action des collectivités locales
II. Des métropoles en difficulté face à la crise du Covid-19, les limites de leur mobilisation  A. Une mobilisation métropolitaine dans la crise, à géométrie variable
2. L'insuffisance des moyens métropolitains pour affronter la crise sanitaire
<ol> <li>De la coopération à la concurrence locale</li></ol>
IV. LE RÔLE CLÉ DU DÉPARTEMENT DANS L'ORGANISATION TERRITORIALE : LES LEÇONS DE LA CRISE SANITAIRE
I. Une crise révélatrice de la force de résistance du département
B. Un échelon territorial résilient
B. L'occasion d'une réhabilitation du département par la loi «4D»
V. LE CONSEIL RÉGIONAL GRAND EST FACE À LA CRISE SANITAIRE : L'ACTION PUBLIQUE LOCALE EN CONJONCTURE CRITIQUE
I. La région Grand Est dans une conjoncture critique
<ol> <li>Lanceur d'alerte et intermédiaire depuis et avec le local</li> <li>S'affirmer par des actions à l'échelon régional</li> </ol>
II. Les outils mis en place par la région Grand Est pour répondre à l'urgence puis relancer l'économie
A. Le Fonds régional « Résistance » : tendre la main aux structures vulnérables  B. La société d'économie mixte « Dynamise » : massifier l'achat et la distribution de tests  C. « Business Act Grand Est » : le plan de relance régional
VI. LE MODÈLE LÉGISLATIF RÉGIONAL À L'ÉPREUVE DU COVID-19. LE CAS DE LA CAMPANIE
Maria Chiara Girardi  I. Notations sur le modèle de gestion de l'urgence en Italie  II. Les modalités de l'élaboration des normes entre l'État et les régions dans la lutte contre la
pandémie
2 <sup>e</sup> partie. Les outils
VII. AUTOPSIE DE LA GESTION FINANCIÈRE LOCALE DANS LE CONTEXTE DE LA
CRISE SANITAIRE EN 2020 : STIGMATES ET PREMIERS ENSEIGNEMENTSÉric Portal
I. Des conséquences financières très discutées de la crise sanitaire sur les finances locales  A. Le difficile chiffrage des conséquences financières de la crise sanitaire

recettes les plus importantes liées à la crise sanitaire
II. Pour soutenir leur territoire et leur population, les collectivités locales ont dû baisser certaine
recettes qu'elles maîtrisent et dépenser plus
A. Pour favoriser la solidarité des populations et le soutien à l'activité des acteurs économique une baisse de certains tarifs et de loyers a été mise en œuvre
B. Malgré des économies liées à des fermetures de services publics en particulier pendant
premier confinement, des dépenses en plus ont été nécessaires
III. Conclusion
VIII. AIDES ÉCONOMIQUES LOCALES ET CRISE SANITAIRE
Lætitia Janicot et Jean-Charles Rotoullié
I. Le droit spécial des aides économiques, levier marginal de l'action des collectivités territoriale
Α. Τ. 2. Τ
A. L'État, principal dispensateur d'aides
B. Les collectivités territoriales, des acteurs secondaires
II. Le droit commun des aides économiques, levier principal de l'action des collectivité
territoriales
B. Un soutien effectif à l'économie locale
IX. LE DROIT À LA VIE COMME LIBERTÉ FONDAMENTALE DANS LE CONTEXTE D
LA PANDÉMIE DU COVID-19. CONTROVERSE ENTRE LE TRIBUNAL ADMINISTRATI
DE LA GUADELOUPE (ORD. DU 27 MARS 2020) ET LE CONSEIL D'ÉTAT (ORD. D' 4 AVR. 2020)
Pierre-Yves Chicot
I. L'injonction faite par le tribunal administratif de la Guadeloupe à l'agence régionale de sant de grandre les dispositions pour protéger précentement et altérieurement le population de
de prendre les dispositions pour protéger présentement et ultérieurement la population de
Guadeloupe
B. Les conditions de l'urgence sont réunies
II. La lecture différenciée du Conseil d'État aboutissant à l'annulation partielle de l'ordonnance
de référé du tribunal administratif de la Guadeloupe du 27 mars 2020
A. Une ordonnance du Conseil d'État qui met en évidence l'office du juge administratif dans
cadre d'une procédure de référé-liberté
B. Une ordonnance du Conseil d'Etat qui apprécie les diligences accomplies par la puissance
publique sanitaire dans un contexte particulier
III. Conclusion
X. L'APPROFONDISSEMENT DE LA DIFFÉRENCIATION TERRITORIALE À L'ÉPREUV
DE LA CRISE SANITAIRE: ENTRE DIFFÉRENCIATION ENTREPRENEURIALE E
DIFFÉRENCIATION SUBIE
Oriane Sulpice
I. La différenciation territoriale, construction d'une notion par les acteurs de la décentralisation
A. La juridicisation de la notion de différenciation : le choix du véhicule législatif au détriment
du véhicule constitutionnel
B. La différenciation territoriale au défi de la mise en œuvre du droit à la protection de la sant
II. Les différenciations territoriales à l'épreuve de la crise sanitaire : entre attitude
entrepreneuriales et différenciation subie
A. La différenciation territoriale entrepreneuriale comme mode de gestion de la crise
B. La différenciation territoriale subie comme difficulté supplémentaire face à la crise
III. Conclusion

XI. LES EFFETS DE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES INDUITE PAR LE COVID-19 SUR LES RÉGIONS TRANSFRONTALIÈRES. UN RAPPORT EMPIRIQUE COUVRANT LA PÉRIODE DE MARS À JUIN 2020
Jean Peyrony
I. Leçons et actions à entreprendre au niveau local des régions frontalières
B. Deuxième leçon. Prendre en compte les bassins de vie transfrontaliers, plutôt que les frontières-lignes
C. Troisième leçon. Construire une connaissance et une confiance communes
D. Quatrième leçon : Les organisations transfrontalières montrent la voie à suivre
II. Consolider la gouvernance transfrontalière dans un cadre multi-niveaux, impliquant les États et l'UE
A. Cinquième leçon. Encourager les approches multi-niveaux ascendantes
B. Sixième leçon. Le niveau national reste déterminant
C. Septième leçon. Assumer la diversité et la complexité des frontières
D. Huitième leçon. Harmoniser la gestion des crises frontalières au niveau de l'UE
E. Neuvième leçon. Approfondir le partenariat UE-États-régions transfrontalières
III. Conclusion
3 <sup>e</sup> partie. Les politiques
XII. L'ÉVALUATION DES POLITIQUES LOCALES EN MATIÈRE D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN TEMPS DE CRISE SANITAIRE
I. Le champ de l'évaluation
A. L'observation des structures
1. Les bases d'évaluation des missions locales
2. Les bases d'évaluation des écoles de la deuxième chance
B. Les linéaments de l'action publique locale en matière d'ISPJ
1. L'apport des actions d'orientation professionnelle et d'animation des PSAD
a. L'orientation professionnelle
b. La lutte contre le décrochage scolaire
2. L'apport des actions de formation professionnelle des jeunes
II. Les composantes de l'évaluation
A. Le « maillage » du territoire et l'attache au public dédié
1. L'évaluation du réseau des missions locales
2. L'évaluation du réseau des E2C
B. La cohérence des dispositifs d'ISPJ
1. L'évaluation du réseau des missions locales
a. Une action publique locale vertueuse
b. Un lien fragile avec l'État
2. L'évaluation de l'action des régions et des autres acteurs publics locaux
a. Les initiatives régionales
b. Les plans gouvernementaux relayés par les acteurs publics locaux
C. Les garanties de financement et l'efficience des dispositifs
1. Le financement et l'efficience des missions locales
2. Le financement et l'efficience des E2C
XIII. LE CONCOURS DE LA POLICE GÉNÉRALE AVEC LA POLICE SPÉCIALE : LES ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE SANITAIRE
L La représentation des intérêts

IV. ITALIAN MUNICIPALITIES AND THE MANAGEMENT OF COVID-19 EMERGENCY: A
KALEIDOSCOPE EFFECT
I. A highly fragmented context
II. Local leaders managing opportunities
III. The potential short-circuit in the local response
IV. Networks in action 4
A. Underlying crisis (three weeks). From 0 to 20 cases
B. The rush (two weeks). From 20 to 7.375 cases
C. National reaction (two weeks). From 7.375 to 53.578 cases
D. Lockdown. From 53.578 to 211.938 cases
V. Lessons learned
References
V. VOULOIR, C'EST POUVOIR. LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ESPAGNOLS FACE À LA PANDÉMIE COVID-19
I. Le rôle des gouvernements locaux dans le modèle de décentralisation espagnol
II. Après la tempête, pas de calme : de la crise économique de 2008 à la crise du Covid
III. La réaction des municipalités face à la crise Covid
IV. Conclusion
Bibliographie
VI. THE COVID-19 CRISIS AT THE LOCAL LEVEL: HUNGARIAN LOCAL GOVERNMENTS BETWEEN EXISTENCE AND NON-EXISTENCE
I. The context
II. Central government measures shaping local crisis governance
III. Local responses
IV. Putting in context: Conclusion
References
VII. SYSTÈME GOUVERNEMENTAL HYPER-PRÉSIDENTIEL, TUTELLE ADMINISTRATIVE ET CRISE ÉCONOMIQUE. LES COLLECTIVITÉS LOCALES DE TURQUIE FACE À LA PANDÉMIE DU COVID-19
I. Le cadre juridique prépandémique de l'interaction entre le centre et les collectivités locales II. Les services publics pandémiques des collectivités locales III. Conclusion Bibliographie
VIII. THE PROVISION OF LONG-TERM CARE AND THE IMPACT OF THE COVID-19
PANDEMIC – A COMPARATIVE PERSPECTIVE
Hellmut Wollmann
I. Provision of personal social services, in particular of long-term care in the wake of neo-liberal
policy and NPM postulates
A. United Kingdom
B. Sweden
C. France
D. Germany
E. Italy
<i>y</i>

II. Outbreak and onslaught of the Covid-19 pandemic since early 2020
III. Summary
IV. Perspective: the task and mandate of local government
DEUXIÈME PARTIE : CHRONIQUES
1. Chronique législative et réglementaire
Arnaud Duranthon et Cécile Regourd
I. 2020 et le droit des collectivités territoriales : une année sous le sceau de l'urgence et de
l'adaptation
A. La pandémie de Covid-19 et l'impératif démocratique concernant les élections
1. L'impératif démocratique et la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires
2. L'impératif démocratique et la loi n° 2020-1670 du 24 décembre 2020 relative aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales
B. La pandémie de Covid-19 et l'impératif de continuité
1. L'impératif de continuité et l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19
2. L'impératif de continuité et l'ordonnance n° 2020-391 du 1 <sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la
continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19
3. L'impératif de continuité et l'ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la
continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des
collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19
C. La Covid-19 et l'impératif d'adaptation
L'impératif d'adaptation et l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le
fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités
territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence
sanitaire dans le cadre de l'épidémie de Covid-19
D. Derniers ajustements avant l'entrée en vigueur de la Collectivité européenne d'Alsace.
1. Faire cohabiter l'effacement des deux anciens découpages départementaux avec leur
maintien au niveau déconcentré et à l'échelle de certains établissements publics :
l'ordonnance n° 2020-1304
2. La précision des conséquences budgétaires et financières de la création de la nouvelle
collectivité : l'ordonnance n° 2020-1305
E. La modification marginale de la répartition des sièges à l'Assemblée de Guyane
II. Répertoire des principaux textes législatifs et réglementaires de l'année
B. Décrets (sélection)
\ \ \ \ \ \ \ \

## 2. Jurisprudence administrative. Université de Pau et des Pays de l'Adour

Maylis Douence

### 4. Économie et finances locales

### Les finances locales dans le tourbillon de la crise du Covid-19

	Matthieu Houser
I.	Les mesures de compensation
	L'atterrissage des nouvelles dépenses
	I. Le plan de relance et les collectivités territoriales
IV	7. La perte inéluctable de l'autonomie fiscale
5. L	a fonction publique territoriale
	François Cafarelli
I.	Fonction publique territoriale et persistance de la crise sanitaire
	A. Le maintien des outils de gestion de la crise sanitaire
	B. L'amélioration de la considération portée aux agents
	La poursuite de la transformation de la fonction publique territoriale
	A. La promotion d'un nouveau dialogue social et d'une gestion plus stratégique
	1. La redéfinition du principe de participation
,	2. La substitution des comités sociaux territoriaux aux CT et CHSCT
-	B. La gestion des agents et des carrières
	2. La réforme en matière de protection sociale
	3. La sécurisation des transitions professionnelles
	4. Le temps de travail
(	C. La déontologie
]	D. L'égalité professionnelle
	nnovation et gestion des grands services publics locaux
	FORMATION ET COMMUNICATIONKarine Favro
I.	Réalisations – Innovations
	A. Renforcer la capacité des réseaux sur les territoires
	1. Redéfinir le service universel ?
	2. De la 4 à la 5G
	B. Recréer le lien social en période de crise sanitaire
	C. Des nouveaux services publics dématérialisés aux <i>start-up</i> les plus innovantes  Législation — Réglementation
	ibliographie
	AU – ASSAINISSEMENT
	Christophe Wittner
	éalisations – Innovations
	A. Loi NOTRe: l'essentiel de la rationalisation reste à opérer
	B. Gestion et protection de la ressource en eau : deux nouvelles missions possibles pour les
	services d'eau potable
	C. Vendée Eau se lance dans une expérimentation de réutilisation des eaux usées traitées
	D. Refonte de la réglementation européenne en matière d'eau destinée à la consommation humaine
]	E. Un cadrage réglementaire européen pour la réutilisation des eaux usées traitées

#### 7. Les collectivités territoriales et les institutions européennes Jean-Claude Némery et Jean-Michel Bricault I. L'UNION EUROPÉENNE ..... Jean-Claude Némery I. Les nouvelles règles régissant les fonds structurels pour 2021-2027..... II. Conséquences pour les régions françaises..... II. LES TRAVAUX DU COMITÉ DES RÉGIONS ..... Jean-Michel Bricault III. LES TRAVAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE..... (Congrès des pouvoirs locaux et régionaux) Jean-Michel Bricault 8. Rapports, études et avis des organismes consultatifs Arnaud Coutant, Julien Mouchette et Fabrice Thuriot I. RAPPORT 2021 DE LA COUR DES COMPTES ..... Julien Mouchette I. Une part importante du rapport public annuel 2021 consacrée à la crise sanitaire ...... A. Les absents du rapport annuel de 2021..... B. Les premiers enseignements de la crise sanitaire ..... II. Les observations des juridictions financières sur l'action publique dans les territoires ..... A. La gestion des éclairages publics face aux enjeux d'économies d'énergie (Tome 2, p. 77-97) B. La présence de casinos « maîtres du jeu » sur un territoire (Tome 2, p. 109-125)... C. Les perspectives de la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (Tome 2, p. 149-167) ..... II. ACTIVITÉ CONSULTATIVE DU CONSEIL D'ÉTAT EN 2020 EN MATIÈRE DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ..... Arnaud Coutant I. Les compétences des collectivités ..... A. Les questions générales ..... 1. une question limitée : la mobilité ..... 2. L'expérimentation et son encadrement..... 3. la neutralité du service public local ..... B. Une insistance particulière sur les compétences régionales ..... 1. La compétence régionale en matière de patrimoine sensoriel des campagnes françaises 2. La gestion des programmes européens II. Le contexte sanitaire et les collectivités..... A. Les élections municipales 1. Le report initial ..... 2. L'hypothèse de l'annulation du second tour..... B. Les élections départementales et régionales ..... III. La spécificité ultramarine..... A. L'état d'urgence et son extension aux territoires ultramarins ..... B. Les spécificités.... 1. Le Code de l'éducation en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ...... 2. L'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique étendus à la Nouvelle-Calédonie à la Polynésie .....

AVIS, ETUDES ET RAPPORTS DU CESE EN 2020
I. Thèmes nationaux
B. La prévention et la réduction du chômage de longue durée dans une perspective d'action
territoriale
A. Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires
9. Annexe bibliographique
Jean-Luc Pissaloux avec la collaboration d'André Dauteribes et de François Ducol
I. SÉLECTION D'OUVRAGES PUBLIÉS EN 2019
I. Administration, gestion des collectivités territoriales et services publics locaux 52
II. Aménagement du territoire, planification et urbanisme
III. Droit des collectivités locales
IV. Finances locales
V. Fonction publique territoriale
II. SÉLECTION D'OUVRAGES PUBLIÉS EN 2020
I. Administration, gestion des collectivités territoriales et services publics locaux
II. Aménagement du territoire, planification et urbanisme
IV. Finances locales
V. Fonction publique territoriale
TROISIÈME PARTIE : PRIX DE THÈSE DU GRALE – PRIX GEORGE
DUPUIS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
PRÉSENTATION. LE PRIX DE THÈSE 2021 DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES Nicolas Kada
PRIX DE THÈSE 2020
I. POURQUOI « LA HAINE » DU DÉPARTEMENT ?
Eléanor Breton
I. Le conseil général sous le feu de la critique académique
II. Le tournant territorial ou la marginalisation du conseil général
A. Quand le « local » devient sujet politique
B. L'écologie politico-administrative du conseil général
III. Le conseil général pris dans l'étau des réformes de rééchelonnement politique et institutionn
II. DE L'EXPERTISE BUREAUCRATIQUE À L'EXPERTISE PRIVÉE. LES CONSÉQUENCE D'UN CHANGEMENT D'ACTEURS SUR LES SITUATIONS D'EXPERTISE
Claire Dedieu
I. Changements d'acteurs et situations d'expertise dans la littérature
III. De l'expertise bureaucratique à l'expertise privée dans le domaine de l'eau
IV. Méthodologie de la recherche

V. Les effets du passage à une expertise privée dans le domaine de l'eau
III. L'ACTION PUBLIQUE LOCALE AU MIROIR DE SON INGÉNIERIE PRIVÉE : MODE PROJET, PARTENARIAT ET INFLATION DE LA COORDINATION
Nicolas Bataille  I. L'ingénierie privée comme miroir de l'action publique : suivre une « approche globale » face à la complexité des projets publics
« partenariat » avec le client
III. L'ingénierie privée au travail de la limite technique/politique
A. Le nouvel esprit de l'ingénierie urbaine ou les modalités contemporaines de l'action publique locale
IV. RECHERCHE SUR LA FISCALITÉ LOCALE AU PRISME DE L'ÉGALITÉ
David Ytier